

Le Conseil national de la Résistance (CNR), créé en mai 1943 à l'initiative du Général de Gaulle, unifie les différents mouvements de la Résistance intérieure, de la droite républicaine aux communistes.

Son programme, adopté en mars 1944, prévoit un « plan d'action immédiate », mais aussi, pour l'après-guerre, des réformes sociales et économiques progressistes, dont la Sécurité Sociale.

Jean Moulin, préfet d'Eure-et-Loir, conscient de la force de la Résistance intérieure, en informe le Général de Gaulle, chef de la Résistance extérieure, basé en Angleterre. L'idée d'une unification des différents mouvements de Résistance, pour une plus grande efficacité, est avancée car seuls les FTPF et FTP-M.O.I., proches des communistes, sont conçus en structures militaires.

En outre, l'unification de la Résistance, voulue par de Gaulle, répond à son désir d'asseoir son autorité auprès des alliés.

À Paris, le 27 mai 1943, a lieu la première réunion du Conseil national de la Résistance (CNR), présidée par Jean Moulin, délégué de Charles de Gaulle en France. Les obstacles sont nombreux mais, autour de la table, sont présents les représentants de huit grands mouvements de la Résistance intérieure, de six partis politiques et de deux syndicats, de la droite républicaine aux communistes.

Jean Moulin est arrêté par la gestapo le 21 juin 1943. Il mourra le mois suivant après avoir été torturé. Georges Bidault deviendra le second président du CNR.

Le Programme du CNR, « Les Jours Heureux », paraît le 15 mars 1944 après un long cheminement et plusieurs moutures. Peu diffusé à sa parution, ce programme prend toute sa place durant les années 1944-45. Son premier volet souligne l'importance de l'action immédiate avec la mise en place des milices patriotiques qui œuvrent à la libération de la France, le second volet présente des mesures économiques et sociales démocratiques inspirées des valeurs communistes.

Les mesures à appliquer promeuvent la suppression de toutes les discriminations dont les Juifs ont été victimes, la restitution de leurs biens, le respect de la personne humaine pour tous, la justice sociale, le retour à la nation des grands moyens de production, le droit au travail, à la retraite, à l'instruction, à la sécurité sociale...

Le poids des interventions des nombreux résistant(e)s et des débats à l'Assemblée consultative provisoire qui siège à partir de 1943 à Alger puis à Paris, permet l'adoption d'ordonnances aux contenus progressistes portant les idées du Programme du CNR.

Les divergences d'idées au sein des différentes sensibilités du CNR expliquent en grande partie les absences de référence à la laïcité, au vote des femmes ou aux colonies.

Références :

— CNR, 1944, « *Les Jours Heureux* » Paris.

— Andrieu Claire, 1984, « *Le Programme commun de la Résistance* » Paris Ed. de l'Érudit.

<https://museemrjmoi.com>